

CAHIERS
TRIMESTRIELS
VOL. VI (1999) 4

Alternatives Sud

Comment se construit
la pauvreté ?

L'Harmattan

Paris Montréal

1999

Bangladesh: la démocratie contre les pauvres¹

A. Mushtaque R. Chowdhury
M. Aminul Alam²

Au Bangladesh, l'instabilité qui domine le panorama politique, depuis l'indépendance a particulièrement affecté les pauvres. Ce fut notamment le cas du Mouvement de non coopérative, lancé au 1996, afin de forcer le pouvoir d'organiser des élections démocratiques. Le *hartal* (arrêt des activités économiques), eut des effets catastrophiques sur les couches les plus pauvres de la population, vivant de commerce informel ou de services journaliers. Les autres catégories sociales peuvent récupérer à terme, mais les plus pauvres n'en ont pas les moyens.

Par sa situation géographique, la nature a toujours dominé la vie des habitants du Bangladesh. Ils ont dû lutter contre elle pour survivre: les inondations, les sécheresses, les tornades et les cyclones. Leur histoire est remplie de récits, de souffrances, de maladies et de morts. La pauvreté endémique, qui a toujours marqué l'histoire de cette nation, tient beaucoup de son environnement naturel.

I. L'histoire politique du Bangladesh

Il est intéressant de noter que cette situation a eu certaines influences positives sur la vie et les attitudes du peuple du Bangladesh. Les habitants de ce pays ne se laissent pas abattre et sont politiquement conscients. Les nombreuses rébellions qui ont eu lieu contre le colonialisme britannique et, ensuite, dans l'Inde à cette époque unifiée, y eurent là, leurs racines. Titumir, Surja Sen, Khudi Ram et bien d'autres Bengalis, connus ou inconnus, ont donné leur vie dans les combats contre l'occupation britannique. En 1947, lorsque l'Inde fut

-
1. Texte publié sous le titre de *Bangladesh: Politics, Development and Perspectives of the Poor*, in *The Journal of Social Studies*, n° 80 (avril 1998), 10-25.
 2. De nationalité bengali et chercheurs à la Research and Evaluation Division (BRAC), à Dhaka.

divisée, le Bangladesh devint la province occidentale du Pakistan. Cette alliance entre une population politiquement consciente de ce qui était, à cette époque le Pakistan de l'Est, avec un Pakistan de l'Ouest, dominé par des classes féodales, ne devait guère s'avérer heureuse.

Les premières manifestations de cette situation eurent lieu lorsque le Pakistan, dominé par sa province de l'Ouest, essaya d'imposer l'urdu comme langue d'État, ignorant le bengali, la langue de la majorité. Les Bengalis protestèrent et il y eut des morts dans les rues de Dhaka, ce qui fut le début d'un mouvement politique qui déboucha sur la lutte de libération armée contre l'occupation du Pakistan. Des centaines de milliers de personnes perdirent la vie dans ce combat qui mena à la naissance du Bangladesh, le 16 décembre 1971. Le pays fut dévasté par cette guerre.

Lorsque débuta le travail de reconstruction de la nouvelle nation, beaucoup de ses problèmes spécifiques commencèrent à faire surface. Au début de 1970, le pays, devenu indépendant, sans aucune réserve financière et avec peu de moyens, se trouva confronté à de sévères inondations et à un manque de nourriture. Le prix du pétrole avait considérablement augmenté et ceci ajouta aux souffrances de la nation. Il en résulta, en 1974, une famine et de très nombreux morts, ce qui contribua à une perte rapide de popularité pour le gouvernement. L'état de droit, l'ordre social et la discipline se détériorèrent. À l'occasion d'un coup d'État, le 15 août 1975, mené par un petit groupe de jeunes officiers insatisfaits et par quelques militaires retraités, le Sheikh Mujibur Rahman, le père fondateur de la nation, fut brutalement assassiné avec plusieurs membres de sa famille.

Le gouvernement qui lui succéda ne resta en place que quelques semaines. Après une série de coups et de contre-coups d'État, le général Ziaur Rahman, commandant de l'armée, héros de la guerre d'indépendance, assumait le pouvoir. Il fut également tué dans un coup d'État avorté, en 1981. Le général Hussain M. Ershad, à cette époque commandant de l'armée, s'empara du pouvoir, à l'encontre du successeur de Ziaur Rahman, par un coup d'État qui ne fit pas de victimes. Le général H.M. Ershad resta au pouvoir durant 9 ans et fut renversé, en 1990, par un mouvement populaire, dirigé par Sheikh Hasina Wajed, une des filles survivantes du Sheikh Mujibur Rahman et par la Bégum Khaleda Zia, veuve de Ziaur Rahman.

Au cours des élections générales qui suivirent le renversement de Ershad et qui avaient été organisées par un gouvernement assurant de manière neutre les affaires courantes, le parti nationaliste du

Bangladesh (BNP) de Khaleda Zia, remporta le pouvoir. La Ligue Awami de Sheikh Hasina contesta la légitimité du résultat des élections, en prétendant qu'il y avait eu des irrégularités et décida d'essayer de renverser le nouveau gouvernement. Les deux femmes (Sheikh Hasina et la Bégum Khaleda) étaient des rivales acharnées: même leurs relations personnelles étaient empreintes d'animosité et de méfiance. Au Parlement, sur 330 membres, le BNP en avait 166 et la Ligue Awami 90, suivi par le Parti Jatiya de Ershad, qui en avait 35 et du Jamaat-e-Islami (un parti fondamentaliste musulman), qui en avait 18.

Le BNP avait été fondé par le général Ziaur Rahman, alors qu'il était président. Il avait utilisé, avec succès, une politique populiste pro-islamique et anti-indienne. Le BNP n'avait pas de base solide dans les régions rurales, bien que Ziaur Rahman et, plus tard Khaleda Zia, avaient un appui important auprès des jeunes générations et, particulièrement, parmi les étudiants. La Ligue Awami, par ailleurs, était née au début des années 1950, en tant que parti séculier et avait mené le pays à l'indépendance. Elle avait une base organisationnelle solide dans les régions rurales, qui n'avait guère été érodée par les années de pouvoir non-Awami. La Ligue était considérée comme ayant, historiquement, des liens étroits avec l'Inde, ce qui avait été utilisé avec succès par le BNP, dans sa campagne électorale contre ce parti, lors des élections de 1991.

Lorsque le BNP commença à consolider son pouvoir, il fut confronté à de profondes divisions parmi ses dirigeants. Le groupe dominant adopta une ligne dure contre la menace de la Ligue Awami. En 1994, lors d'une élection partielle, suite à la mort d'un député de la Ligue Awami, on estima que la victoire du candidat BNP était le résultat de manoeuvres frauduleuses. Cela provoqua un nouveau mouvement d'opposition contre le gouvernement BNP. La Ligue Awami établit une alliance avec le parti de Ershad et avec le Jamaat et exigea de nouvelles élections, sous la supervision d'un gouvernement neutre de transition. Le BNP rejeta cette idée, estimant cette exigence inconstitutionnelle.

Le mouvement qui avait pris forme en 1994, à propos de l'élection partielle, se termina le 30 mars 1996. De nombreux événements survinrent au cours de ces deux années. En décembre 1994, 146 députés, appartenant aux partis d'opposition, démissionnèrent en masse, protestant contre le refus du gouvernement d'accepter l'idée d'un gouvernement de transition. C'est alors qu'un ancien gouverneur

général australien, agissant au nom du Secrétaire Général du Commonwealth, essaya de négocier, mais sans résultat, au vu de la rigidité des deux parties. Un ministre influent perdit son poste, lorsqu'il proposa d'adopter une attitude plus souple face à la demande de l'opposition. Les efforts de quelques éminents intellectuels du pays, en faveur d'un accord négocié restèrent vains.

Face à ces situations, l'élection du 15 février 1996 fut boycottée par les principaux partis d'opposition. Il y eut peu de votants, bien que les autorités aient fait état d'une large participation. Avec cette élection, le gouvernement perdit rapidement la crédibilité qui lui restait encore. Cette situation affaiblit fortement le pouvoir du BNP. Ceux qui, au cours des deux années précédentes étaient restés neutres ou même avaient été opposés au mouvement, commencèrent à changer d'attitude. Plusieurs organisations professionnelles du pays se déclarèrent en faveur de ce dernier, accusant le nouveau gouvernement, formé après les élections du 15 février, d'illégalité ou d'illégitimité et demandant sa démission immédiate. La vague de non coopération, qui avait commencé le 9 mars, força le gouvernement à démissionner 21 jours plus tard. Dans son dernier décret, celui-ci ouvrit la voie à des amendements constitutionnels menant à des élections, sous la supervision d'un gouvernement neutre de transition.

II. Les effets économiques de l'instabilité politique

Le mouvement de non coopération avait sérieusement fragilisé l'économie du pays. L'industrie d'exportation du vêtement était au bord de la faillite. Les activités du principal port maritime, Chittagong, furent paralysées et les communications par routes et par rails complètement désorganisées. Les banques et d'autres bureaux étaient restés fermés et l'ordre public s'était fortement détérioré. Les écoles et instituts avaient été fermés.

Ceux qui souffrirent le plus, durant cette période, furent les pauvres et, plus particulièrement, les femmes. Plusieurs organisations non gouvernementales avaient travaillé au Bangladesh pour remédier à la pauvreté, déjà depuis le début des années 1970. Parmi ces programmes, l'accord de prêts, sans beaucoup de garanties, à des pauvres, joua un rôle important. En 1995, l'ONG en charge de ce programme, dépensa deux milliards de takas en prêts, avec un taux de recouvrement dépassant les 90%. L'impact d'une telle action sur l'allègement de la

pauvreté fut réellement significatif et cet effort apprécié, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Mais le mouvement de non coopération eut également des effets négatifs sur les activités des ONG: le BRAC, une ONG qui, au Bangladesh, a développé un important programme de crédits. Ses activités furent sévèrement affectées par la situation politique et ce sont surtout les femmes pauvres qui en subirent les effets, comme le montre une recherche effectuée en mars 1996.

III. Les effets sociaux des événements politiques

Pour mesurer les effets sociaux des perturbations politiques, nous allons recourir aux résultats de cette enquête. Elle porta sur le programme de développement rural (RPD), une des principales activités du BRAC¹, couvrant 35 000 villages, dans 50 districts. Au cours des dix dernières années, le BRAC avait travaillé, pour le développement des pauvres ruraux, par le biais de coopératives villageoises. Il appuya le développement économique par des prêts avantageux et des programmes de formation. Il a également pris en charge un grand nombre d'écoles primaires informelles, le programme est soutenu par 235 centres locaux, à travers le pays. L'étude entreprise porta sur l'ensemble de ces centres et 150 d'entre eux firent l'objet d'interviews.

Par ailleurs, une recherche fut menée dans deux villages de chaque zone géographique du RDP, l'un proche d'une ville et l'autre éloigné. Dans chaque village, on interrogea un groupe de 8 à 10 femmes et de 8 à 10 hommes.

1. La connaissance du mouvement politique et de ses conséquences

Le mouvement de non coopération s'était répandu comme un feu de paille, jusque dans les régions rurales, dépassant les limites des villes et cela, probablement, pour la première fois depuis la guerre de libération de 1971. Tous les participants à cette étude, hommes et femmes, avaient connaissance et estimaient que ce n'était pas une situation normale dans le pays. Bien que certains étaient conscients de la revendication d'un gouvernement neutre de transition formulée par

1. Le BRAC (*Grameen Bank*) est la principale ONG au Bangladesh, avec un budget annuel d'environ 86 millions de dollars.

l'opposition, la majorité pensait qu'il s'agissait d'un mouvement de protestation (*hartal*¹). Ils ne connaissaient pas grand'chose à propos du mouvement de non coopération en lui-même, ni ce qu'il signifiait exactement. L'un d'entre eux disait: «*Pourriez-vous m'expliquer ce qu'est un gouvernement neutre de transition ?*». Certains avaient une réponse, comme Aboul Fazal, de Debiddar, Comilla, qui disait: «*ceux qui sont au pouvoir peuvent participer à l'élection et ceux qui y participent ne peuvent pas être au gouvernement*».

Fulzan, de Jhenidah, n'avait qu'une vague idée du problème. Elle déclara que le pays vivait dans l'anarchie et que des partis souterrains s'engageaient parfois dans des luttes meurtrières. Un groupe de femmes pauvres, de Bera Thana, de Pabna, disait: «*Nous ne savons pas grand chose, mais nous constatons qu'il y a constamment des conflits entre les partis. Certains désirent rester au pouvoir par la force et d'autres désirent les remplacer. Tout s'est arrêté: pas de véhicules sur les routes, pas de marchés, nous sommes désemparées. Tout se passe entre la Bégum Khaleda et Hasina. Nous n'avons plus de travail, les prix des produits de base grimpent et nous mourrons de faim*».

En fait, les commentaires les plus durs, sur les deux leaders des principaux partis politiques, provenaient des gens qui les estimaient toutes deux responsables de la crise qu'elles étaient les seules à pouvoir la résoudre. Selon une ouvrière, il ne s'agissait pas d'une crise politique; mais du résultat de leurs querelles personnelles. Selon Jamila, de Jhenidah; «*ces deux femmes sont à l'origine de la crise; elles ne peuvent se supporter et c'est nous qui en souffrons*».

Le chauvinisme masculin trouvait aussi son expression: «*ce sont deux femmes et cela devait arriver*». Des opinions provenant de personnes de Gorpara, ou Manikganj, indiquaient qu'elles ne pouvaient accepter un premier ministre femme: «*un tel mouvement est le fruit de cette situation*». Cependant, il y eut également des opinions en faveur du gouvernement. Une de ces dernières affirmait que tout allait normalement et qu'il n'y avait pas pénurie de nourriture: c'est Sheikh Hasina qui était responsable des troubles. Un des interviewés déclara que la paix prévalait dans le pays, mais que les leaders de l'opposition avaient créé les difficultés: «*l'opposition désire réaliser ses demandes,*

1. Le *hartal* est une forme de protestation politique s'exprimant par un arrêt de travail, une désorganisation des transports et une fermeture de toutes les institutions éducationnelles.

quel qu'en soit le coût pour le peuple». Fazila, de Barisal, estimait que *«Sheikh Hasina organisait un hartal pour venger la mort de son père»*.

Une femme pensait que le premier ministre (Khaleda Zia) avait usurpé le pouvoir. Beaucoup d'autres exprimaient leur appui à l'opposition. Un groupe de femmes pauvres de Sharishabari, Jamalpur, déclarait: *«Sheikh Hasina désire un gouvernement de Shahabuddin' destiné à organiser des élections libres et correctes»*. Un groupe de femmes de Mymensingh faisait remarquer que le gouvernement était responsable de la crise. *«Son indifférence et sa mentalité rigide ont prolongé la période de souffrances. Comme ils sont au pouvoir, ils devraient penser aux souffrances du peuple. Ils désirent rester au pouvoir à tout prix»*. Certaines personnes, à Paglapir et Rangpur, disaient: *«Si Khaleda est renversée, H. M. Ershad sera mis en liberté et elle sera pendue»*. Certains interviewés de Fulbaria, Mymensingh, disaient: *«Khaleda a assumé le pouvoir pendant cinq ans, pourquoi ne pourrait-elle pas rester aux Affaires, après ce terme ?»*. Un autre répondant de la même région disait: *«Khaleda pense que si elle démissionne, elle sera mise en prison et c'est pour cela qu'elle désire rester au pouvoir, par la force. Sheikh Hasina ne peut pas accepter cela. Voilà pourquoi la situation politique empire»*.

L'étude a révélé que la manière dont les élections furent conduites le 15 février, avait favorisé le mouvement et accéléré la chute du gouvernement. *«Khaleda Zia tint des élections, mais personne ne vota»*, déclarait une paysanne de Modhukhali, Faridpur. Cette élection contribua à promouvoir le mouvement, jusqu'aux portes des villages. Un groupe de paysans disait: *«des hooligans s'approprièrent tous les votes au nom de Khaleda et, pour cette raison, l'élection devrait être annulée»*. Rahima, Bégum de Shalikha, déclara qu'il n'y avait pas eu d'élections dans sa localité. Elle pensait que la même chose s'était passée pratiquement dans tout le pays. Un groupe de femmes de Sylhet déclarait: *«pas plus d'une vingtaine de personnes ne se rendirent aux urnes, mais on prétendit que des milliers de gens avaient voté»*.

Comme indiqué plus haut, l'étude fut menée entre le 20 et le 27 mars, c'est-à-dire juste avant la démission du gouvernement BNP. Les participants avaient été interrogés sur la façon de résoudre la crise. Ils donnèrent des réponses très diverses, telles que: Khaleda Zia doit

1. Le juge Shahabuddin Ahmed était à la tête du gouvernement intérimaire de 1990-1991, qui avait suivi l'écartement de H.M. Ershad, avant que le BNP n'arrive au pouvoir par les élections

démissionner et l'on doit former un gouvernement de transition; les deux leaders doivent s'effacer; l'élection doit être annulée; il faut une intervention des militaires; Khaleda et Hasina doivent être exilées; il y a eu des désordres et des meurtres et la majorité des gens sont hostiles aux politiciens.

2. *L'incidence sur la vie et sur les niveaux de vie*

Une mère de famille de Daulatpur, Manikganj, racontait l'histoire suivante: *«Ma fille est morte, à cause du hartal. Il n'y avait pas de médecin à l'hôpital. Les honoraires d'un médecin privé sont trop élevés. Aucun d'entre eux ne voulait se déplacer sans recevoir d'honoraires. Nous n'avons pas pu lui donner de médicaments à temps. Voilà pourquoi ma fille est morte».*

Le fait que des événements aussi tragiques se soient produits durant le mouvement, peut ne pas avoir été connu de la plupart des gens et des politiciens. Heureusement, ils ne furent pas très nombreux. Bien que cette situation se soit poursuivie durant près de deux années, son incidence négative sur la vie des gens ne commença à devenir apparente qu'avec le mouvement de non coopération. Après la démission du gouvernement, tout redevint normal en quelques semaines. Si le mouvement avait continué, l'effet aurait été, sans nul doute, pire encore. L'étude a montré qu'il affecta les niveaux de vie des régions rurales, même s'il n'y eut pas de situation de famines ou de décès dus à la faim. Les gens furent cependant fort affectés par le manque d'aliments de base et l'augmentation de leurs prix, la fermeture des banques et des bureaux, le manque de travail pour les ouvriers journaliers. Tout le monde espérait une fin rapide à une situation aussi étouffante. Il était clair que les plus pauvres étaient les plus affectés par le mouvement.

Un grand nombre de gens de Shilam, près de la ville de Sylhet, survivaient en poussant des *rickshaws* (pousse-pousse) ou en vendant des légumes. Le nombre d'usagers ou des acheteurs diminuait, car les gens perdaient leurs sources de revenu. Comme les *rickshaws* étaient souvent attaqués durant les *hartals*, leurs propriétaires ne permirent plus qu'ils sillonnent les rues. Les pousseurs de *rickshaws* perdirent donc leur travail. Les fermiers ne pouvaient plus vendre leurs légumes qui pourrissaient dans les champs.

Beaucoup de pauvres ruraux du Bangladesh dépendent de leurs patrons, pour survivre. Ils gagnent leur vie en travaillant comme

personnel de maison, chauffeur ou ouvrier journalier dans les champs. Les familles mieux loties ne gardent généralement pas d'argent liquide. Comme les banques étaient fermées, il n'y avait pas d'autre solution que de supprimer les postes de travail. *«Comment vais-je maintenir une famille de six personnes ?»*, disait un ouvrier de Gunobati, Comilla. *«Ceux qui vivent au jour le jour ont bien plus de problèmes, car ils n'ont aucune réserve»* disait un travailleur du BRAC de Sylhet.

Beaucoup d'ouvriers de Sribardi, Sherpur, travaillaient dans la ville de Sherpur, pour un salaire d'environ 50 takas par jour. À cause de la désorganisation des transports, les prix montèrent et ils ne purent plus faire le voyage vers la ville, pour gagner leur vie. Sujanagar, dans le Pabna est bien connu pour son artisanat textile. Pendant le mouvement, les artisans qui produisaient de dix à douze pièces de vêtements, par semaine, ne pouvaient plus les vendre et le marché fut fermé.

Le propriétaire d'une échoppe de thé, à Betila, Manikganj, avait un autre problème. Bien que les prix du sucre et du lait aient augmenté, il ne pouvait pas faire monter le prix de la tasse de thé. S'il le faisait, plus personne ne viendrait consommer. Par ailleurs, un groupe de femmes, du même district, déclarait: *«nous maintenons notre famille, grâce à la vente de sarees de porte à porte. Si nous ne pouvons plus en acheter, comment pourrions-nous en vendre ? Le marché textile est fermé»*.

Comme les sources de revenus tarissaient, beaucoup devaient vendre leurs outils de travail. Laila Béguin, de Pekua, Cox's Bazar, déclara qu'elle avait dû vendre sa vache, à la moitié du prix normal. Beaucoup d'autres, de la même région, durent vendre leurs volailles à des prix encore inférieurs.

Certains petits commerçants de Sharishabari, Jamalpur, firent d'excellentes affaires, au début du mouvement, vendant les produits essentiels à des prix exorbitants. Mais les beaux jours furent de courte durée, lorsque les stocks s'épuisèrent. Au fur et à mesure que se développait le mouvement, bien des magasins durent fermer, par manque de marchandises. Une femme déclara qu'elle fut obligée de vendre son *nakful* (ornement de nombril) à un prix bien en dessous de sa valeur. Par contre, le prix des produits agricoles augmentait de manière excessive. À Ataikula, Pabna, l'urée (engrais) était vendue à 500 takas le sac, plus du double de son prix habituel. Le prix du diesel augmenta de plusieurs fois son prix d'origine. Sirajul Islam, un fermier de Gaibandha, déclarait: *«Je cultive un champ de riz de deux pighas. Comme le prix de l'essence et de l'engrais sont élevés, je n'ai pas pu*

fertiliser mon champ ni l'irriguer. Le résultat sera une récolte beaucoup plus faible».

Beaucoup de ces gens exprimèrent leur angoisse à propos de l'économie en déclin *«nous subissons des pertes et les dirigeants du pays ne pensent pas à nous; ils sont trop occupés par leurs propres intérêts. Nous, les pauvres, nous perdons notre travail et nous souffrons de la faim, à cause des hartals»*, déclarait un groupe d'ouvriers de Rajshahi.

3. *Les effets sur l'ordre public*

«Y a-t-il une loi dans ce pays ? Si c'était le cas, les agresseurs de mon mari ne se seraient pas emparés de son argent, durement gagné» déclarait Lipi, la femme d'un pousseur de *rickshaw*. Nous avons entendu de nombreuses histoires de ce genre, durant l'étude. Pendant le mouvement, la situation de l'ordre public s'est fortement détériorée. Au départ, début mars, le gouvernement s'était virtuellement écroulé. Certains éléments antisociaux essayèrent de profiter de cette situation. Les meurtres, les attaques à main armée, les vols, se multiplièrent dans différentes régions du pays. Un commerçant de Betila, Manikganj, nous informa que tous ses biens lui furent volés pendant qu'il était à Dhaka. Des gens se plaignaient de la police *«ils n'acceptent plus de prendre note des plaintes et font à peine quelques patrouilles»*, déclara Kasimuddin, de Chokoria, Cox's Bazar. Une autre personne du même endroit déclarait: *«Comment est-ce que la police viendrait ? Tout le monde a des armes et les policiers n'ont aucune sécurité pour leur propre vie»*.

À certains endroits, de nouvelles formes de criminalité se développèrent. L'incident suivant eut lieu le 23 mars, près du pont de Shambhuganj, Mymensingh. Un pousseur de *rickshaw* attendait des passagers, vers 11 heures du soir. Deux personnes vinrent à lui avec un cadavre enroulé dans une natte de bambou et lui demandèrent de les amener au village de Kakani, quelques kilomètres plus loin. Le pousseur de *rickshaw* hésita, mais finalement accepta, en fonction de ce que cela pourrait lui rapporter. À mi-chemin, les passagers lui demandèrent de s'arrêter un moment, pour annoncer la nouvelle de la mort à un parent. Après que les deux hommes soient descendus, le mort se mit à bouger et à parler. Le pousseur de *rickshaw*, épouvanté, prit ses jambes à son cou. Les deux autres personnes revinrent rapidement,

s'emparèrent du *rickshaw* et du soi-disant mort. Cela créa beaucoup d'émotion dans la région.

4. L'incidence sur les programmes du BRAC

De nombreuses activités du BRAC durent cesser durant le mouvement de non coopération. Les prêts furent pratiquement arrêtés, par manque d'argent, dû à la fermeture des banques. Les travailleurs du BRAC ne purent se rendre régulièrement dans les villages, à cause de l'opposition des supporters du mouvement. C'était la première fois que leurs activités étaient arrêtées à cause du *hartal*.

Normalement, 98% des prêts du BRAC étaient payés à temps. La nouvelle situation renversa les choses. La principale raison était le fait que les débiteurs n'avaient plus d'argent. Ceux qui avaient emprunté étaient généralement engagés dans des activités génératrices de ressources, telles que les petits pousseurs de *rickshaws* ou producteurs de volaille. Ces activités étaient paralysées. Il y avait donc d'énormes problèmes à rembourser les emprunts. Par ailleurs, les employés du BRAC ne pouvaient plus aller dans les villages pour récolter les cotisations. Durant la première semaine du mouvement de non coopération, seulement de 50 à 60% des emprunts furent remboursés, mais il n'y avait plus aucun dépôt sur les comptes d'épargne.

Cela provoqua un mécontentement parmi les membres du BRAC. Beaucoup de débiteurs durent utiliser leurs emprunts pour acheter des biens de consommation immédiats. D'autres vendirent leurs instruments de travail, achetés grâce aux emprunts.

De nombreux membres cependant, empruntèrent de l'argent à des taux d'intérêts élevés auprès de prêteurs d'argent, pour pouvoir repayer leurs emprunts, afin de ne pas perdre leur crédit auprès des employés du BRAC. Ils craignaient, en effet, de ne plus pouvoir emprunter dans l'avenir. Dans quelques localités, certains employés de l'organisation furent moins sympathiques: dans ces cas, les emprunteurs ne participèrent plus aux réunions hebdomadaires et disparurent. Certains notables des villages en profitèrent pour dire aux membres: «*le BRAC était venu pour nous aider. Que fait-il maintenant ?*». Certains firent courir le bruit que le bureau du BRAC avait été incendié et que, pour cette raison, il n'était plus nécessaire de rembourser les emprunts.

L'appui aux éleveurs de volailles est une des composantes majeures des programmes du BRAC. Il suppose plusieurs étapes: produire des poussins au départ des oeufs, distribution des poussins d'un jour,

vaccination et prévention des maladies, etc. Le Mouvement de non coopération causa un handicap à chacune de ces étapes. Un employé d'une ferme gouvernementale fut molesté parce qu'il distribuait des poussins aux membres du BRAC, durant le mouvement. Il y avait un manque d'aliments pour les poulets, parce qu'il n'y avait plus de blé; les médicaments et les vaccins ne se trouvaient plus en stock. Selon les employés du BRAC, le taux de mortalité des volailles augmenta considérablement pour toutes ces raisons. De même, d'autres secteurs furent affectés, tels que l'aquaculture, les plantations de mûriers et la sériculture.

L'éducation primaire est un autre programme du BRAC. Environ 35 000 écoles primaires fonctionnaient dans les différentes régions du Bangladesh. Heureusement, ce programme ne souffrit pas trop à la fermeture de toutes les écoles gouvernementales et non gouvernementales, celles du BRAC restèrent ouvertes. Seules de 5 à 10% d'entre elles furent fermées. Les employés du BRAC parvinrent à convaincre les partis politiques. La participation scolaire resta élevée: non loin de 100%.

5. *L'incidence sur les femmes*

Dans toutes les crises, les sections les plus faibles de la population sont celles qui souffrent le plus. Dans notre pays, les femmes sont en général pauvres, opprimées et sans pouvoir. Le BRAC et d'autres ONG ont agi pour changer cette situation. Parmi les participants aux activités du BRAC, 80% sont des femmes. Malheureusement, elles furent les principales victimes des pertes occasionnées au programme du BRAC durant le Mouvement de non coopération. Elles portèrent la part du lion des pertes et devront les supporter encore pendant longtemps. Nous avons vu que le niveau de vie des pauvres avait été affecté par ce mouvement. Un groupe de paysannés du Manykganj disait *«à cause du manque de travail, les hommes accomplissent les tâches que nous faisons en temps normal. Pratiquement nous n'avons plus de revenus»*. Un certain Rahim de Nakla, Sherpur, renvoya sa femme et son fils chez les parents de cette dernière. Rahima de Bera, Pabna, disait *«nos maris n'ont plus de travail. Ils se disputent avec nous lorsqu'ils restent à la maison. Mon fils voulait une crème à la glace. Je n'avais pas le moindre sous pour la lui acheter. Je lui ai donné une gifle et pour cette raison son père m'a battue. S'il n'y avait pas le hartal, mon mari aurait pu aller au travail et un tel incident ne se serait pas produit»*.

IV. Le prix que paient les pauvres

Les mouvements politiques, avec ou sans résultats, comportent toujours des coûts et des souffrances. Malheureusement, les gens ordinaires qui la plupart du temps ne sont que des participants passifs, en paient les plus lourdes conséquences. Ce fut certainement le cas durant le Mouvement de non coopération de 1996, au Bangladesh. Le mouvement exigeant des décisions constitutionnelles pour la formation d'un gouvernement neutre de transition, destiné à organiser des élections générales, fut un succès, mais les souffrances des gens ordinaires et, particulièrement des pauvres, furent énormes et cela n'est généralement pas reconnu.

Il affecta les activités de nombreuses ONG et en particulier du BRAC. Les emprunts furent pratiquement arrêtés et le remboursement diminua fortement. Beaucoup de gens durent consacrer leurs emprunts aux biens de consommation immédiate. Les emprunteurs essayèrent de rembourser leurs prêts le plus rapidement possible. Mais ils faisaient face à des situations extrêmement difficiles. La plupart des employés des BRAC estimèrent que l'irrégularité dans les remboursements aurait un effet néfaste sur la discipline future des programmes de crédit.

Le Mouvement de non coopération peut se vanter d'avoir atteint l'ensemble des régions rurales, dépassant ainsi les frontières des villes. Pour la première fois depuis 1971, les villages étaient impliqués dans un mouvement politique. Beaucoup de gens pensaient que les *hartals* et les autres mouvements politiques, étaient confinés uniquement aux villes et que les villageois étaient, soit ignorants, soit muets. Mais ce mythe a éclaté. L'étude a prouvé que les ruraux avaient une connaissance assez claire du Mouvement de non coopération et qu'ils avaient des informations et des opinions, tant sur le gouvernement que sur l'opposition. Cela se vérifiait aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

Il est vrai que les villageois sont moins éduqués et généralement pauvres. Ils n'ont pas accès aux journaux. Certains écoutent la radio ou regardent la télévision. Pour beaucoup d'entre eux, les nouvelles données par les médias du Bangladesh n'étaient pas crédibles et ils écoutaient la BBC ou la *Voice of America*, comme ils l'avaient fait déjà en 1971. Un groupe de femmes disait avec rage: «*les nouvelles données par la radio et la télévision du Bangladesh nous affirment que tout est normal, mais nous ne voyons pas un seul véhicule sur les routes. Pour*

Le peuple des campagnes manifesta son scepticisme et sa déception face aux acteurs politiques. Beaucoup étaient frustrés et faisaient des commentaires acerbes sur les deux leaders du pays. À notre avis, une telle situation est source à la fois de satisfaction et d'inquiétudes. En effet, de tels commentaires étaient habituels parmi les classes moyennes urbaines. L'étude a révélé que les villageois pauvres se sentaient aussi concernés par la politique et qu'ils ne restaient pas en marge. Plus tôt les politiciens comprendront cette réalité, mieux ce sera pour eux-mêmes et pour le pays. Le peuple ne peut pas être plus longtemps tenu pour ignorant. Les politiciens doivent se préoccuper de développement, des pauvres et de leur situation.

Quant à l'avenir, les villageois ne sont généralement pas très optimistes. Une femme de Manikganj disait avec anxiété *«quel que soit celui qui vient au pouvoir, les problèmes continueront à exister. On aura peut-être la paix pendant une ou deux années, mais après cela, les problèmes vont recommencer»*.

L'étude a montré comment les pauvres et particulièrement les femmes, subissaient les effets de ces politiques. Le secteur de la confection en subit les conséquences, mais les propriétaires des usines récupéreront rapidement leurs pertes, grâce à l'aide du gouvernement et par de nouveaux contrats avec les acheteurs de l'Ouest. Les ONG peuvent aussi rattraper leurs pertes, mais comment les pauvres pourraient-ils le faire ? Qu'est-ce que le gouvernement fera pour eux ? Les ONG accorderont probablement un certain moratoire pour le remboursement des emprunts. Mais le gouvernement et les ONG peuvent-ils créer de nouvelles possibilités d'emploi et de ressources pour que les pauvres puissent récupérer leurs positions ?

Traduction de l'anglais: François Houtart